

## **Ma vision de l'avenir du développement international**

### **Les ODM et la coopération internationale après 2015**

Paul Gérin-Lajoie

Je suis profondément heureux au soir de ma vie de venir partager avec vous ma vision de l'avenir du développement international.

Cette vision que, j'en suis persuadé, nous partageons tous ici dans cette assemblée, nous amène à penser autrement les Objectifs de Développement du Millénaire. Il nous faut recentrer la perspective des États et celle de la coopération internationale sur l'amélioration de la qualité de vie des hommes et des femmes sur tous les continents. Ce recentrage porte sur les objectifs du développement certes, mais aussi sur la stratégie principale pour les atteindre, car le moteur-clé du développement est la capacité d'action des femmes et des hommes.

Vous connaissez ma passion pour assurer à tous le droit d'apprendre. Or, cette passion est fondée sur un constat mille fois observé au cours de ma vie, tant au Canada qu'à l'international, que le développement durable repose d'abord sur la créativité des gens, sur la productivité culturelle, sociale et économique de la population. D'autres facteurs sont importants, qu'il s'agisse des politiques des États, de la réglementation internationale des marchés, de la recherche et du développement, et de la négociation des conflits. Toutefois, ces politiques ne peuvent être mises en place sans l'appui informé et éveillé de la population. Les

changements structurels ne pourront devenir opérants sans l'action compétente et imaginative des citoyens et citoyennes, des travailleurs et travailleuses, des paysans et paysannes, et cela au Nord comme au Sud.

Permettez-moi, dans le lancement de notre réflexion commune sur le développement international après 2015, d'insister sur trois points : le développement continu de la capacité d'action des populations et des conditions à mettre en place à cette fin, deuxièmement les liens, la synergie, entre l'éducation et les autres composantes du développement, telles que l'alimentation, la santé et le travail, et, pour terminer, le rôle majeur de la société civile.

## **1. Le développement continu de la capacité d'action des populations**

On ne peut développer la capacité d'action des populations sans un renforcement des trois composantes de l'Éducation Pour Tous : la formation des jeunes, la formation "professionnalisante" des jeunes hors-école et la formation continue des adultes, à quoi il me faut ajouter l'enseignement post-secondaire.

### La formation des jeunes

En ce qui concerne la formation des jeunes, il y a effectivement eu, au cours des douze dernières années, un certain progrès, soit une baisse du nombre d'enfants non scolarisés dans le monde de 33 millions depuis 1999. Certains des Objectifs de Développement du Millénaire ont connu des avancées, tels qu'une baisse du taux de mortalité infantile (ODM 4) et une diminution des décès liés aux VIH-

SIDA (ODM 6). Mais ces progrès connaissent de grandes disparités selon les milieux sociaux, les pays et les régions du monde.

Globalement, le pourcentage de personnes souffrant de la faim stagne à 16% (ONU, 2011). Toutefois, malgré ces progrès au niveau mondial, le problème perdure en Asie du Sud-Ouest, dans les pays arabes à faible revenu et surtout en Afrique sub-saharienne où 32 millions d'enfants, surtout des filles, n'ont pas encore la possibilité d'aller à l'école primaire. Plus encore, seulement les deux tiers des élèves admis réussiront à terminer le premier cycle d'études primaires de trois ans. D'ailleurs, déjà en 2008, on estimait que 65 pays sur 204 étaient loin de pouvoir atteindre les objectifs prévus de l'Éducation Pour Tous en 2015. Plusieurs facteurs d'exclusion pèsent lourd dans l'accès à l'école, soit le genre, les handicaps physiques, le lieu de résidence rural/urbain et l'appartenance ethnique. Ces facteurs se renforcent mutuellement dans les milieux à faible revenu et dans les situations hélas trop nombreuses de conflits armés.

Mais au-delà de l'accessibilité, l'enjeu principal qui ressort de la consultation de l'UNESCO tenue en mai dernier sur l'Agenda Post-2015 est la qualité et la pertinence de l'éducation offerte à ces jeunes. Les salles de classe en milieu urbain demeurent surpeuplées où s'entassent plus de 70 sinon 90 élèves. En milieu rural, les infrastructures scolaires sont déficientes. Et partout le personnel enseignant souffre d'un manque de formation et œuvre dans des conditions difficiles. Un virage majeur s'impose. Le droit à l'éducation, ce n'est pas seulement celui d'aller à l'école, mais aussi et surtout le droit de pouvoir

apprendre pour ensuite participer activement au développement de sa communauté.

### La formation professionnalisante des jeunes hors de l'école est un deuxième point que j'ai retenu

La consultation mondiale sur l'Après-2015 fait une référence beaucoup trop rapide et timide à la formation hors de l'école. Même si on le sous-entend, on ne soulève pas la nécessité de l'accès des jeunes hors-école à une formation professionnalisante. Comment ne pas permettre à ces millions de garçons et filles laissés à eux-mêmes d'accéder à des emplois décents et ainsi retrouver leur dignité humaine. Pourquoi ne pas proposer, comme l'a fait la Suède dès 1997, que deux pourcent (2%) des budgets de construction des routes, ponts et bâtiments soit versé dans un fonds spécial protégé de formation professionnelle formelle et non-formelle des adultes et des jeunes hors école des régions visées par ces travaux. Ainsi, au terme, nous aurions non seulement des ponts et des bâtiments mais aussi des communautés en mesure de poursuivre son développement de manière endogène. Il y a des milliers d'organismes d'éducation populaire qui font un travail énorme partout dans le monde, mais dans des conditions très dures et avec des moyens ridicules.

### La formation continue des adultes

Il faut souligner la demande des adultes pour continuer de se former et ainsi assurer la poursuite de plus en plus aléatoire de leur parcours. Cet objectif est

absent des débats de la consultation Post-2015, comme il l'était dans l'énoncé des Objectifs de Développement du Millénaire. Cette visée faisait partie des objectifs de l'Éducation Pour Tous, mais a été délaissée dans la réalisation des plans d'action. Or, on ne peut plus attendre 30 ans, soit le laps de temps nécessaire pour relever le niveau de qualification générale par la seule formation scolaire de la génération montante. C'est maintenant, au sein de la génération adulte, que nous avons besoin d'une population adulte plus qualifiée. Ce sont les adultes d'aujourd'hui tout comme ceux de demain qui ont besoin d'accroître leur capacité d'action individuelle et collective : le développement économique durable le requiert, tout comme l'aspiration de ces femmes et ces hommes à se donner les moyens d'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

### L'enseignement supérieur

Enfin, dans ces débats sur l'Après-2015, on oublie trop la nécessité d'accroître l'accès à l'enseignement post-secondaire et universitaire. Dans mon expérience, le rôle des cégeps a été fondamental au Québec, et c'est une piste qui doit être explorée, sinon l'accès aux études postsecondaires va rester limité et théorique. Le développement endogène des pays en dépend. La dichotomie alphabétisation au Sud et l'éducation tout au long de la vie au Nord est dépassée. La division des priorités entre la formation de base au Sud et l'excellence universitaire au Nord est intenable. Ces vues réductrices pour justifier les coupures de budget en éducation sont non seulement simplistes mais contraires aux conditions d'efficacité d'un développement international durable.

## **2. L'éducation et les autres composantes du développement humain : l'alimentation, la santé et le travail**

À ces défaillances en éducation et formation, s'ajoutent d'autres obstacles moins visibles mais non moins majeurs qui viennent freiner l'atteinte de l'objectif de renforcement de la capacité d'action des populations, condition essentielle à un développement durable et équitable.

### La faim dans le monde

Il y a d'abord le rebondissement du problème de la faim dans le monde, que nous croyions révolu. La crise alimentaire, déjà cause d'exacerbation de la pauvreté, vient amplifier le défi de l'accès à l'éducation. Comment, en effet, demander à quelqu'un de se rendre à l'école et d'être attentif, si son ventre n'arrête de crier? Oui, la crise alimentaire risque, par effet de rebond, de coincer l'achèvement déjà limité des objectifs de l'Éducation Pour Tous et, ainsi, des Objectifs de Développement du Millénaire. Plus d'un quart des enfants de moins de cinq ans dans les pays dits en développement demeurent toujours sous-alimentés (Sommet des Nations-Unies, septembre 2010). Cette malnutrition est la cause directe de la mort de 3 millions d'enfants et de 100 000 mères à chaque année (OMS et UNICEF, 2010). Paradoxalement, mais sans surprise, c'est au sein des milieux les plus démunis, que l'alimentation des enfants les plus pauvres a le moins progressé au cours des dix dernières années. Peu de gens réalisent que

près d'un milliard de personnes dans le monde ont faim et souffrent en silence sans faire les gros titres des journaux. La montée fulgurante et pratiquement constante du prix des denrées de base au cours des dernières années risque d'abord silencieusement et demain de façon plus provocatrice de bouleverser les attentes déjà diminuées des Objectifs de Développement du Millénaire. Cette hausse n'est pas un accident de parcours, mais est liée à l'étouffement de l'agriculture familiale au profit de l'agro-business, elle-même liée à la marchandisation du secteur alimentaire alors que l'alimentation devrait être un droit (Jean Ziegler). Il y a aussi la croissance des biocarburants qui transforment les aliments en carburant !

Non, ventre creux n'a pas d'oreilles pour apprendre. Comment atteindre l'accès universel à la formation de base alors que plus d'un enfant sur trois aura probablement souffert tout au long de sa prime enfance de déficience alimentaire, soit avant même d'entrer à l'école, si seulement il y parvient ! Comment, je vous le demande, pouvons-nous espérer que les petits enfants apprennent à l'école, alors que leur estomac n'arrête de crier?

Il en est de même de la santé et non sans rapport à la crise alimentaire. Comment espérer une participation éducative accrue, lorsque que le paludisme, la diphtérie et le choléra n'arrêtent de se répandre et que la tuberculose, hier contrôlée, risque à nouveau de devenir une pandémie? Comment trouver réponse tant que la production pharmaceutique mondiale demeurera dominée par la seule loi du libre marché et privilégiant ainsi surtout les maladies

payantes ? Comment accepter une situation où les mégas entreprises décident qui peut accéder aux médicaments essentiels à la vie (les médicaments rétroviraux par exemple) ? Comment assurer l'Éducation Pour Tous dans les pays où le tiers des petits enfants, en raison de la sous-alimentation des mères, auront déjà souffert d'un retard de croissance intra-utérine?

Il y a ici un enjeu encore plus important pour l'avenir du développement, soit la crise généralisée des systèmes publics de santé. On en sait la conséquence : d'abord la diminution des services de santé et la distribution inéquitable des équipements et des médicaments, mais aussi, il faut le souligner, la réduction substantielle du temps disponible entre le professionnel de la santé et le patient. Partout, on renvoie aux malades et aux familles la responsabilité de s'informer sur le détail des soins, la gestion quotidienne de la posologie des médicaments prescrits, la prise en compte des effets secondaires et la responsabilité de s'informer sur la prévention. Dans ce contexte, la compétence de base en santé de la population est devenue, et cela partout dans le monde, une condition essentielle de relèvement des conditions de santé. Et réciproquement, les faibles compétences de base en santé deviennent un facteur silencieux et donc caché de l'inégalité des soins de santé.

Prenons le problème de l'eau potable relié étroitement à la santé. Cette question est devenue cruciale partout dans le monde. Sa gestion passe certes par des politiques nationales et transnationales. Mais sans l'action de citoyens informés



et compétents en la matière, ces politiques et dispositifs ne seront ni adoptés, ni mises en pratique de façon efficace.

Je vous disais au début que le renforcement de la capacité d'action et d'information est une condition d'un développement équitable et durable. On le voit ici pour la réalisation, hélas encore éloignée, des objectifs de la Santé Pour Tous.

### Le développement économique

Cela est aussi vrai du développement économique. La rencontre tenue par le Bureau international du travail (BIT) en mai dernier à Tokyo sur l'Après 2015 le montre bien : le lien automatique prévu dans les Objectifs de Développement du Millénaire entre la croissance économique et celle des emplois décents ne s'est pas réalisé. La création et la protection d'emplois décents n'ont pas suivi. Si l'économie financière a avancé, l'économie réelle vécue au quotidien par les hommes et les femmes a non seulement stagné mais a diminué. On connaît la conséquence : une inégalité croissante dans la structure des salaires, c'est-à-dire une augmentation rapide et substantielle de l'écart entre la tranche des revenus élevés et celle des bas salaires. Dans ce débat sur l'Après 2015, on ne peut oublier que l'emploi est le mécanisme principal de distribution des richesses dans les sociétés. Le BIT rappelle avec raison que le droit au travail est le droit à un travail décent.

Cette consultation sur l'Après-2015 du BIT et PNUD souligne également l'enjeu du déclin de l'industrie manufacturière non seulement en Europe et en Amérique du nord, mais aussi en Afrique et en Amérique latine. Or on le sait, la présente consultation le rappelle, on ne peut accroître la productivité économique, sans accroître la productivité des travailleurs futurs et actuels, ce qui n'est possible qu'en leur permettant de perfectionner leur qualification professionnelle et technique. Rappelez-vous que j'avais souligné au début le silence fait sur le besoin de formation professionnalisante des jeunes hors-école et des gens en emploi. C'est là une nécessité tant pour les individus que pour le développement économique des pays.

Il en est de même de la paix dans le monde. La paix repose toujours sur deux grandes bases et, premièrement, sur un développement équilibré entre les pays. Sans la satisfaction des besoins fondamentaux dont l'éducation fait partie, il n'y a pas de paix solide. L'eau potable, le riz, le pain, le sucre et le lait, tout comme l'éducation de qualité pour tous sont les armes de la paix. Deuxièmement, la solution repose sur un dialogue continu entre les grands décideurs, bien sûr, mais aussi sur un dialogue aussi à la hauteur des communautés locales où la paix se construit silencieusement mais durablement dans la conversation avec l'« autre », dans la connaissance de l'autre, dans la lutte contre l'ignorance et les préjugés.

On revient toujours à cette idée maîtresse : le moteur-clé du développement est la capacité d'action des femmes et des hommes.

## **Le rôle majeur de la société civile**

On le sait : les organisations de la société civile jouent un rôle crucial, au Sud comme au Nord. Les organisations non gouvernementales au Sud, enracinées dans leur communauté et connectées à des réseaux internationaux, offrent des visions et des pratiques alternatives du développement international. Qu'on pense à l'action de ces organisations dans la formation des ressources humaines locales et dans l'établissement d'un contact direct avec la population. Il en va de même des ONG de coopération internationale. Déjà, dans des contextes difficiles ou des situations d'urgence, les ONG apportent une contribution unique en assurant une gestion décentralisée de services auprès des populations et avec leur participation. Mais aussi et surtout, au jour le jour, les ONG de coopération internationale jouent un rôle crucial. Elles offrent un cadre concret et observable de coopération Nord-Sud et mobilise au sein de la société civile des fonds importants à cette fin. En éducation, par exemple, l'action non gouvernementale en coopération internationale constitue un véritable incubateur où sont expérimentées de nouvelles façons de faire en éducation de base, formelle et non formelle, dans la construction des écoles, de bibliothèques scolaires ou autres infrastructures, ainsi que dans les services de santé de première ligne et les cliniques communautaires, dans la prévention des maladies et dans la résolution des conflits locaux interculturels ou intercommunautaires.

Les ONG de coopération internationale au Nord exercent aussi un rôle important dans l'éveil de la solidarité par l'information et la sensibilisation du grand public.

Il faut que nos gouvernements reconnaissent plus sérieusement le rôle crucial des ONG de coopération internationale et des organisations de la société civile, au Nord comme au Sud, et cela tant dans la répartition des allocations budgétaires que dans la participation au processus de décision politique.

Nos grandes ONG canadiennes ont 40, 50 années d'expérience aujourd'hui. La Fondation Paul Gérin-Lajoie fête elle-même son 35<sup>e</sup> anniversaire cette année.

Les ONG ont aussi le devoir impérieux de la transparence et de la gestion saine de leurs fonds dans le sens de la Charte de responsabilité adoptée récemment par plusieurs organisations internationales non gouvernementales (<http://www.ingoaccountabilitycharter.org/>).

Ensemble, au Sud et au Nord, les organisations de la société civile contribuent à ce que les populations deviennent les véritables acteurs de leur développement. Ce constat ne peut être oublié dans les débats Post 2015.

Or dans le débat mondial actuel sur l'Après-2015, le rôle de la société civile est majeur, d'abord en participant aux différentes consultations menées par les diverses agences des Nations-Unies, comme celles de l'UNESCO et du BIT auxquelles j'ai fait allusion. Il y a plus, il faut que les médias s'intéressent à ce débat et informent la population. Cela nous concerne tous. Il est de la plus haute importance enfin que le gouvernement canadien y joue un rôle visible et actif comme notre pays l'a fait en pareil occasion depuis plus de 50 ans.

## **Conclusion**

En coopération internationale, on ne peut attendre l'avènement de tremblements de terre ou de catastrophes pour réveiller les gouvernements du Nord et l'opinion publique des pays riches. D'ailleurs ce réveil, si vibrant soit-il, ne dure que le temps d'un tremblement, l'espace d'un jour, le temps d'une secousse...

Dans ce climat inquiétant de repli à l'intérieur de nos frontières ici même au Canada, ou dans l'individualisme et la consommation effrénée, il nous faut refaire le débat sur le « pourquoi » et le « comment » de la coopération internationale. Il en va de la survie de la planète, mais d'abord de la dignité de notre espèce, l'espèce humaine, et donc de notre fierté de citoyens et citoyennes du monde. Vous savez, la coopération internationale, c'est comme les nuages sur nos têtes. Ces cumulus nimbus ne connaissent pas de frontières, ni dans les pluies bénéfiques qu'ils transportent sur les terres agricoles de la planète, ni dans les pluies acides qu'ils déversent sur les forêts du monde. On ne peut laisser passer l'occasion des consultations Post-2015. La faible participation de notre pays jusqu'à maintenant m'inquiète. Est-ce possible de parler un peu plus du Canada ? Le Canada, depuis Lester B. Pearson, s'était fait une réputation de pays solidaire. On ne peut laisser s'étioler cet acquis. Il faut que le budget de l'ACDI atteigne le 0,7 du RNB et que le principe du partenariat des agences de coopération internationale avec la société civile soit remis au premier plan.

La coopération internationale est aussi une question de droit et de valeur. Cette exigence éthique a d'ailleurs marqué toute l'histoire de nos relations internationales : depuis l'action solidaire des missionnaires et coopérants, hommes et femmes, en passant par notre rôle aux Nations-Unies, jusqu'à la création des ONG de coopération et de solidarité. Il faut rappeler aussi notre rôle dans l'adoption des chartes ou conventions internationales de droits politiques, économiques et sociaux, ainsi que dans la mise en place, avec des experts engagés comme Louise Arbour, de tribunaux internationaux pour veiller à l'application des droits humains. Cette exigence éthique est fondamentale, autant en économie et en politique qu'en coopération internationale. Elle est bien sûr indispensable pour notre survie, mais elle est tout simplement exigée par notre dignité humaine.

Le développement durable repose d'abord sur la créativité et la productivité culturelle, sociale et économique de la population. Comme le proclamait si bien l'UNESCO en 1984, sans le droit d'apprendre, sans la capacité de la population de participer, il ne peut y avoir de développement durable et équitable.

Telle est ma vision d'un développement visant l'amélioration de la qualité de vie des femmes et des hommes sur tous les continents.